

# TRANSPORTS EN COMMUN Entre déconvenues et gratuité réclamée

Réclamant une régie publique des transports en commun et la gratuité pour tous, un collectif d'usagers et d'organisations décortique les difficultés du réseau Stan et propose de prendre exemple sur la ville d'Aubagne.



**L**e collectif nancéen pour une régie publique des transports en commun et pour leur accès gratuit regrouperait une quinzaine d'organisations syndicales (union locale de la CGT, Solidaires 54, CGT des trams, Unef et FSU), politiques (section du PCF Nancy, parti de Gauche, La Gauche unitaire, les Verts) et associatives comme la FCPE et Attac.

**Actif depuis cinq ans, ce collectif au noyau dur d'une quinzaine de personnes** ne sort pas du bois en ces temps électoraux mais il veut « susciter le débat citoyen pour que la priorité soit donnée aux transports en commun dans la ville, par une gestion publique assurée par le Grand Nancy et comme son nom l'indique enfin, d'assurer la gratuité à tous », explique Noël Le Monnier (notre photo), représentant du collectif.

**Pour faire connaître ses revendications, le collectif distribue des tracts aux arrêts de bus** et organise des conférences comme celle qui se tiendra le vendredi 18 octobre à 20 h 30 au forum de l'IRTS sur le thème « Liberté, Egalité, Gratuité, une expérience sociale à Aubagne ». « Nos revendications sont perçues parfois avec étonnement par le public mais surtout avec bienveillance dès lors qu'on leur explique que la gratuité

*est possible, bon pour l'environnement et que le coût peut être payé en totalité par l'impôt. »*

**Pour asseoir ses propositions, le collectif se base sur trois constats.** Le premier est comptable : « Dès le départ, la CUGN a affiché sa volonté de réaliser 5 M€ par an d'économie sur le budget des transports en commun. Même si ce n'est pas une réalité aujourd'hui, il est regrettable de constater la mise en avant d'un chiffre plutôt qu'une amélioration du service rendu aux usagers. » Le second est toujours financier : « La constitution du nouveau réseau devait émaner de propositions de Veolia, société privée qui cherche la rentabilité et non pas les réponses adaptées aux besoins des usagers. » Le troisième concerne enfin « la concertation et la consultation des usagers sur les changements sur le réseau qui n'ont jamais eu lieu ». La sentence est sans appel et fait écho aux mécontentements des usagers du réseau Stan depuis la mise en place des nouvelles lignes le 24 août dernier.

**Cartes du réseau avant/après et fiches horaires à l'appui, Noël Le Monnier multiplie les exemples :** « A Vandœuvre, au niveau de la zone Roberval, la ligne 4 remplaçant la 138 ne dessert plus trois arrêts dans les lotissements Haut de

Crévic, Haut de Penoy et Parc fleuri. Sur les fins de ligne, comme à Laneuveville, les lignes 136-137 qui desservaient jusqu'à la Madeleine n'existent plus. Il faut désormais prendre une ligne suburbaine avec des fréquences moins élevées. » Et il poursuit avec la suppression pure et simple de trois arrêts sur le site Saint-Jacques à Maxéville (Cuénot, Kastler et Maxéville St Jacques), qui posent la problématique des fins de lignes.

## Ligne 6 de Villers : 2 arrêts supprimés

Concernant Villers et les plaintes des usagers, là aussi le collectif a fait le détail : « La ligne 122 est remplacée par la ligne 6 mais le compte n'y est pas. Deux arrêts - Remicourt et Mutualité - ont bien été supprimés entre Saint Fiacre et l'avenue Paul Muller. Pour les habitants de ce secteur, il faut appeler le taxi

Stan la veille mais ce n'est pas aussi efficace que le bus. Les choses sont simples, le réseau disposait avant de 30 lignes, aujourd'hui il en reste 15, tout ceci constitue une régression sans parler des fréquences qui s'allongent en heure pleine comme en heure creuse. »

**Pour le collectif, le réseau Stan ne roule donc pas dans le bon sens,** entre « suppressions d'arrêts, retards à répétition, site propre sur seulement 60 % du réseau, renoncement au guidage optique, non priorité aux feux... Tout ceci n'incite pas les usagers à prendre le bus mais plutôt leur voiture. D'ailleurs, si 55M€ ont été investis en trois ans dans les transports en commun, nous nous étonnons que 20M€ l'aient aussi été aux parkings au centre-ville. Il n'y a ni logique ni volonté politique d'agir pour l'environnement avec ce genre d'investissements ».

**Pour faire valoir ses positions et notamment celle de la gratuité des transports,** le collectif invite les citoyens à participer ce vendredi à 20 h 30 à une conférence basée sur l'exemple de l'agglomération d'Aubagne, en présence d'un élu de cette région et d'un écrivain ayant travaillé sur ce thème. « Nous détaillerons les raisons du choix opéré par Aubagne pour la gratuité des transports en commun mais aussi les résultats qui affichent une fréquentation en hausse de 2,4% et une réelle diminution du nombre de voitures dans la ville. Un exemple que le Grand Nancy pourrait tout à fait suivre. » Les élus de la majorité au Grand Nancy en charge de ce dossier y assisteront-ils ? Rien n'est moins sûr... +

> Infos sur le collectif : <http://collectif-transport.fsl-nancy.fr/>

T.C.